

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves ALGERIE : VIVES CRITIQUES APRÈS DES PROPOS DE MACRON

L'engagement du président français Emmanuel Macron de "tout faire" pour aider son homologue Abdelmadjid Tebboune "afin que la transition réussisse en Algérie" a été vivement critiqué dans les rangs de l'opposition, qui l'a perçu comme une "ingérence" dans les affaires du pays. M. "Macron se croit autorisé à distribuer des certificats de légitimité aux dirigeants des indigènes que nous sommes", a condamné le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD).

NIGERIA : SEPT SOLDATS ET UN MILICIEU TUÉS

Des jihadistes ont tué samedi dernier sept soldats et un milicien lors d'une embuscade visant un convoi dans le nord-est du Nigeria, a-t-on appris auprès de plusieurs sources de sécurité.

Les combattants du groupe Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap), branche de Boko Haram affiliée à l'EI, armés de mitrailleuses et de lance-roquettes, ont ouvert le feu sur un convoi dans le village de Kwanyanti, à 60 km de Maiduguri.

DOHA : POMPEO APPELLE LES TALIBANS ET KABOUL À ACCÉLÉRER LES POURPARLERS DE PAIX

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a appelé le week-end au Qatar les talibans et le gouvernement afghan à accélérer les pourparlers de paix qui piétinent, au moment où Donald Trump a décidé malgré la violence persistante d'aller de l'avant avec le retrait des troupes d'Afghanistan. Au moins huit personnes ont été tuées et 31 autres blessées samedi par des roquettes qui se sont abattues sur le centre de Kaboul.

BURKINA FASO : LA PRÉSIDENTIELLE SOUS LA MENACE

LES Burkinabés ont voté hier pour le double scrutin présidentiel et législatif. Tout ne s'est pas déroulé dans la quiétude. Car, un «certain nombre de bureaux de vote» de l'élection présidentielle ont dû être fermés hier, à cause de «menaces» au Burkina Faso, pays en proie aux attaques jihadistes incessantes, a déclaré le président de la Commission électorale Newton Ahmed Barry.

Etats-Unis : Trump refuse toujours sa défaite

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

LE refus du président sortant des Etats-Unis, Donald Trump, d'admettre sa défaite face à son rival démocrate, Joe Biden, crée une situation inédite au pays de l'oncle Sam. Pourtant, ce pays s'est toujours présenté comme un ardent défenseur de la démocratie dans le monde. N'hésitant pas à faire pression sur les dirigeants battus dans les urnes pour qu'ils quittent le pouvoir pacifiquement. Mais ce qu'il se passe est en train de donner naissance à un nouveau modèle : le refus des principes démocratiques.

C'est donc à l'unisson que le monde entier condamne l'attitude du numéro un américain. "Le refus de Donald Trump de reconnaître sa défaite renforce le point de vue de nos chefs d'Etat en Afrique selon lequel les élections devraient être organisées de manière à ne pas être perdues", estime Mahamat Ahmat Alhabet, secrétaire général du Parti pour les Libertés et le Développement (PLD), un parti d'opposition tchadien.

Le Russe Garry Kasparov, ancien champion du monde d'échecs et opposant du président Vladimir Poutine, craint que les attaques de M. Trump contre le processus démocratique n'entraînent "beaucoup d'attaques similaires lors de futures élections, aux Etats-Unis ou ailleurs". "La démocratie discréditée, le rêve de Poutine", a-t-il écrit sur Twitter.

Mais les effets pourraient être plus palpables dans des démocraties encore instables dont les dirigeants voient le président américain clamer victoire et bénéficier du soutien d'une partie de la population, alors que son adversaire démocrate a remporté près de six millions de voix de plus.

"Ils voient la puissance de cette approche ; même une société aussi éduquée et sophistiquée d'une certaine manière que celle des Etats-Unis peut être victime de cette sorte de grand mensonge", explique M. Carothers. Il fait un parallèle avec les "fake news",



Donald Trump fait dans la résistance.

terme cher à M. Trump et repris à travers le monde par les gouvernements qui veulent museler les médias. Selon l'expert, Donald Trump pourrait ainsi servir de modèle en Inde, la plus grande démocratie au monde, où les responsables de

la société civile se plaignent régulièrement d'être harcelés par l'administration du Premier ministre nationaliste Narendra Modi. Ou au Mexique, où le président populiste de gauche Andres Manuel Lopez Obrador a crié à la fraude lors de deux élections perdues et

qui reste l'un des rares, avec M. Poutine, à ne pas avoir félicité Joe Biden. De manière plus indirecte, les dirigeants de droite européens, comme en Hongrie et en Pologne, pourraient aussi s'inspirer de la Maison Blanche.

Comme si de rien n'était



Joe Biden, plutôt serein.

J.O.
Libreville/Gabon

LE président élu des Etats-Unis, Joe Biden, malgré le rejet des résultats par son adversaire républicain, fait comme si de rien n'était. Demain, il dévoilera les noms des premiers membres de son futur gouvernement, a annoncé d'hier

Ron Klain, un de ses proches conseillers. "Vous verrez les premières nominations du gouvernement du président élu mardi de cette semaine", a affirmé le futur chef de cabinet de M. Biden, sans vouloir préciser les portefeuilles concernés ou certains des noms. "Il faudra attendre que le président élu le fasse lui-même mardi", a-t-il dit.

Par ailleurs, Joe Biden a remporté près de 80 millions de voix lors du scrutin de novembre, contre un peu moins de 74 millions pour le milliardaire républicain. Mais la présidence se joue au travers d'un système de grands électeurs attribués dans chaque Etat. Un à un, les Etats-clés qui ont basculé du côté du démocrate doivent certifier leurs résultats. Ce jugement en Pennsylvanie est intervenu quelques heures après la demande formulée par les représentants du Comité national républicain et du parti de Trump dans le Michigan de retarder la certification du vote dans cet autre Etat remporté par Biden avec 155 000 voix d'avance. "Aux Etats-Unis d'Amérique, cela ne peut justifier la privation du droit de vote d'un seul électeur, et encore moins de tous les électeurs du sixième Etat le plus peuplé" du pays, écrit le magistrat, ajoutant : "Notre peuple, nos lois et nos institutions exigent plus" que cela.

Photo : AFP/L'Union